

con, rédacteur du journal républicain *la Réforme*, homme de main harassé du combat mais dans le combat n'ayant voulu conquérir qu'une autre forme de l'ordre. M. Louis Blanc disparaissant par l'exiguïté de sa taille dans les groupes mais en ressortant bientôt par le feu sombre de son regard, l'énergie de ses gestes, l'éclat métallique de sa voix, l'énergie de volonté de ses motions. M. Marrast visage posé et doucement sarcastique même dans le feu de l'action. M. Bastide rédacteur du *National* figure militaire conservant dans la résolution d'un froid courage le silence et l'immobilité du soldat en faction. Une foule d'autres visages tous empreints selon leur caractère de l'énergie ou de la gravité du moment. auditoire pensif penché sur le foyer d'une grande décision.

## IX.

Les attitudes étaient aussi solennelles que l'événement. chacun se recueillait dans sa conscience, et roulait longtemps sur ses lèvres le mot qu'il allait prononcer.

On commence par s'organiser en conseil de gouvernement, par se distribuer les fonctions, par nommer les ministres. il n'y eut à cet égard ni délibération ni scrutin, tout se fit du premier mouvement de concert et d'acclamation. chacun prit

sans préférence et sans refus le rôle le mieux indiqué par ses aptitudes au consentement de ses collègues.

Dupont de l'Eure fut président du conseil et du gouvernement provisoire. Ses quatre-vingts ans et ses vertus le nommaient. Se défiant non de ses forces d'âme, mais de ses forces physiques et de sa voix dans les orages de la place publique, Dupont de l'Eure écrivit sur le bout de la table une déléation de la présidence en faveur de Lamartine. il aimait Lamartine qui lui rendait en respect son affection. Dupont de l'Eure autorisait son collègue à le remplacer en cas d'absence ou d'infirmité.

Lamartine reçut le ministère des affaires étrangères. Celui de l'intérieur fut donné à Ledru Rollin. Bethmont jeune député de l'opposition constitutionnelle fut nommé ministre du commerce et de l'agriculture. Cœur pur, âme calme, parole suave, Bethmont était la grâce de la révolution. on ne pouvait craindre un gouvernement dont l'éloquence de Bethmont serait l'organe, dont sa physionomie serait l'expression.

Le ministère de la justice échut à M. Crémieux, orateur, administrateur, actif, infatigable aux discours et à la plume, universel comme l'avocat, conseiller attendri de la duchesse d'Orléans le matin, de la république le soir, toujours présent, populaire partout.

M. Marie fut nommé ministre des travaux pu-

blics. c'était une fonction immense, une dictature du travail du peuple et dans ce moment le régulateur de l'ordre. mais M. Marie homme de haute tribune et de haute politique était trop supérieur par sa nature intellectuelle à ce ministère de détail et de ménage pour s'y courber. ce ministère ne fut pour lui que le titre de son entrée au conseil dont il était la solidité.

M. Arago prit le ministère de la marine du droit de sa science, de son autorité sur les armes savantes, de sa renommée aussi vaste que le globe où son nom allait flotter.

On cherchait un ministre de la guerre, difficile à trouver le soir d'un jour où tous les généraux avaient combattu contre le peuple. Lamartine proposa le général Subervie, âme républicaine de souvenir et d'ardeur sous des cheveux blancs. On l'envoya chercher. il accourut. il se dévoua. Ce choix blâmé d'abord par l'ignorance à cause des années du brave soldat fut heureux. quand la vieillesse est verte elle est une jeunesse neuve. elle ne perd pas une miette du temps parce qu'elle en sent le prix, pas une occasion de gloire parce que la gloire échappe avec la vie. Si Subervie éloigné plus tard par un préjugé, fût resté ministre de la guerre, le gouvernement eût été plus militairement servi.

M. Goudchaux banquier estimé pour sa probité

et ses lumières eut les finances. son nom conservait le crédit qui fuit les révolutions.

Enfin Carnot fut appelé au ministère de l'instruction publique et des cultes. Carnot fils du fameux conventionnel de ce nom, avait de son père ce qu'il y a d'incontestable dans les vertus publiques, l'amour des hommes, le culte des vérités, la constance et la modération. son visage doux de sérénité, mâle d'expression, bienveillant de regard, attrayant de sourire, rappelait un philosophe de l'école d'Athènes. son nom révolutionnaire était un gage aux républicains. sa philosophie religieuse un gage de tolérance et de liberté aux cultes que la république voulait protéger et affranchir par respect pour Dieu.

Après les ministres le gouvernement provisoire nomma des secrétaires pour enregistrer ses actes, mais surtout pour faire place dans le pouvoir nouveau à toutes les forces actives de popularité qui auraient pu se constituer en rivalité de puissance ou d'influence en dehors de lui. M. Marrast était trop célèbre dans la presse républicaine. M. Flocon trop actif dans le journalisme et dans l'action. M. Pagnerre trop important dans la propagande constitutionnelle de Paris. M. Louis Blanc trop entreprenant d'idées et trop cher aux sectes socialistes pour être impunément exclus d'un gouvernement d'unanimité populaire. ils furent nommés secré-

taires du gouvernement provisoire. ils eurent voix consultative au premier moment, voix délibérative bientôt.

Leurs noms placés d'abord au bas des décrets avec ce titre de secrétaires se rapprochèrent insensiblement des noms des membres du gouvernement provisoire eux-mêmes. ils s'élevèrent par empiètement sur la page jusqu'à un rang qui ne leur appartenait pas d'abord. personne ne contesta cette usurpation consentie par tous. Sur quel titre légal aurait pu s'appuyer le gouvernement pour écarter ces nouveaux venus? il n'avait pour titre que sa propre usurpation sur l'anarchie et son courage à se jeter entre la guerre civile et le peuple. les autres en avaient autant. on leur fit place dans l'audace et dans le danger.

M. Pagnerre seul resta infatigablement à la place où sa modestie seule le retint comme secrétaire général du conseil.

M. Barthélemy Saint-Hilaire savant illustre, parole exercée, âme intrépide, lui fut adjoint. ces deux hommes placés sur le second plan du gouvernement en supportèrent souvent le poids sans en recueillir assez la gloire. MM. Buchez et Recurt, anciens républicains, organisèrent la mairie de Paris sous Garnier-Pagès. hommes de toutes les heures et de tous les périls. cachés dans les fondations de la république à l'Hôtel de Ville, ils sou-

tinrent obscurément l'assaut des exigences, des sommations et des misères du peuple de Paris depuis la première heure jusqu'à la dernière.

M. de Courtais membre de la Chambre des députés, gentilhomme du Bourbonnais, ancien officier de l'armée royale fut nommé commandant général de la garde nationale de Paris. La faveur dont il jouissait dans l'opposition, son extérieur martial, son geste soldatesque et populaire rappelèrent à Lamartine ces généraux du peuple qui le contiennent en le rudoyant. Courtais paraissait une de ces natures créées pour la circonstance, entre Santerre et Mandat. Rude de gestes comme le premier, populaire comme le second. Lamartine le présenta à ce titre. On n'avait pas le temps de débattre des noms et d'étudier des aptitudes. Courtais fut nommé. il ne marchanda pas avec le danger. son rôle pouvait être immense dans une révolution. il lui donnait la direction militaire de Paris pendant quatre mois d'interrègne. il faisait ensuite de lui le protecteur républicain d'une assemblée nationale. Le gouvernement lui destinait ce rôle dans sa pensée. il n'en comprit que la bravoure et la popularité, pas assez la dictature inflexible contre les masses politiques. il tomba entre le peuple de Paris et l'Assemblée nationale.

## X.

Ainsi commençaient à se reconstituer quelques éléments de pouvoir.

A mesure qu'un ministre, un général ou un agent quelconque de l'autorité était nommé il recevait ses instructions sommaires. il partait animé de l'esprit du conseil, du feu de l'urgence. il groupait autour de lui les premiers venus de la révolution tombés sous sa main. il entraînait à sa suite une poignée de combattants fourmillant dans l'Hôtel de Ville ou sur la place. il courait à son poste. il balayait peu à peu le ministère des bandes armées et des aventuriers de pouvoir qui s'en étaient emparés d'eux-mêmes. il installait quelques secrétaires, il rappelait les employés épars. il rétablissait un certain appareil et une certaine autorité autour de lui. il envoyait des ordres. il informait par des estafettes incessantes le gouvernement de l'état des choses dans la ville et dans la banlieue. il en recevait à l'instant des instructions et des impulsions. le gouvernement siégeant sans cesse coordonnait ses réponses entre elles pour qu'un ordre ne contredit pas un autre ordre. les fils de cette vaste trame d'un gouvernement de trente-six millions d'hommes se renouaient rapidement un à un. les maires de Paris accouraient, perçaient la foule, donnaient les

renseignements, en peu de mots, sur les dangers, les besoins, les forces, les vivres de leur quartier. on changeait ceux dont le nom était trop désigné au ressentiment par la faveur du gouvernement tombé. on en nommait d'autres désignés par la clameur publique. On se trompait. on revenait un moment après sur son choix, on rencontrait mieux. on donnait des pouvoirs d'urgence à des centaines de commissaires et sous-commissaires. ils n'avaient d'autres titres qu'un morceau de papier signé au crayon d'un nom connu du peuple. à celui-ci les Tuileries que menaçaient la dévastation et la flamme, à celui-là Versailles entouré de bandes qui voulaient effacer du sol ce faste de la royauté; à l'un Neuilly déjà à demi consumé par le feu, à l'autre les chemins de fer coupés et leurs ponts incendiés. Ici la circulation des routes à rétablir pour que cette capitale de quinze cent mille bouches ne manquât pas de vivres le lendemain; là les barricades à démolir à demi pour que les approvisionnements pussent passer sans que les obstacles au retour possible des troupes royales contre Paris fussent nivelés. Les affamés de trois jours à nourrir, les blessés à recueillir, les morts à reconnaître et à ensevelir, les soldats à protéger contre le peuple, les casernes à évacuer, les armes et les chevaux à sauver, les monuments publics, hôpitaux, palais.

musées, ministères, temples, à préserver de l'insulte ou du pillage. Ce peuple de trois cent mille hommes à calmer, à pacifier, à faire refluer dans ses ateliers et dans ses faubourgs, les postes à établir partout avec les volontaires de la victoire pour préserver la vie et la propriété des vaincus, tout cela était l'objet d'autant de mesures qu'il surgissait de pensées dans l'esprit du gouvernement, d'autant de commissions données qu'il se présentait de mains pour les recevoir.

Les élèves de l'École polytechnique, cette milice des jours de crise à qui sa jeunesse donne ascendant sur le peuple et sa discipline autorité sur les masses; ceux de l'école de Saint-Cyr, officiers sans troupes, dont l'uniforme se fait suivre d'instinct; ceux de l'École normale, dont la gravité impose à la multitude tous accourus au bruit des coups de feu et se pressant autour du gouvernement dans des attitudes à la fois disciplinées, martiales et modestes, attendaient ces ordres et les portaient à travers les piques, les balles et les flammes, sur le théâtre des dévastations. ils faisaient avec des poignées de volontaires, d'ouvriers, de peuple, groupés au hasard sous leurs mains, la campagne de l'ordre à rétablir, de la société à sauver. ils bivouaquaient aux portes des palais, sur les places, à l'embranchement des rues, aux débarcadères des chemins de fer. ils rétablissaient les rails, ils étei-

gnaient le feu, ils plaçaient des indigents affamés à la garde des meubles précieux et des trésors du riche. On eût dit d'une ruche immense d'hommes bourdonnant autour de l'Hôtel de Ville, et suspendant le combat pour voler au secours de la civilisation commune: il ne fallait qu'une impulsion réglée à ce mouvement instinctif du peuple qui le pousse au rétablissement de l'ordre par ses vertus. Ce mouvement, les membres du gouvernement et les ministres commençaient à l'imprimer, il ne fallait qu'un centre à ce peuple, il le trouvait, le fortifiait dans ces citoyens dévoués.

#### XI.

Le gouvernement devait d'abord parler au peuple et aux départements, afin d'instruire la nation des événements et de lui apprendre en même temps quels étaient les hommes qui s'étaient jetés à la tête du mouvement pour le régler, pour le contenir et pour changer la victoire en pacification, la révolution en institution. Lamartine prit la plume et écrivit la proclamation au peuple français :

« Au nom du peuple français,

« Le gouvernement vient de s'enfuir en laissant  
« derrière lui une trace de sang qui lui interdit de  
« revenir jamais sur ses pas. Les membres du gou-